

A Bordeaux, Humic va subventionner des entreprises publiques pour employer les chômeurs...

written by François Jay | 12 octobre 2020



The infographic features a circular illustration of a city street with buildings, trees, and people. A speech bubble from the illustration contains the text: "Nous développerons le recyclage et réduirons la taxe des ordures ménagères pour ceux qui jettent moins." Below the illustration, the text is organized into sections and bullet points.

Végétaliser la ville de pierre

- Nous créerons des ilots de fraîcheur : jardins de proximité dans tous les quartiers, plantation d'arbres dans nos rues et places (Tourny, Victoire Pey-Berland...), végétalisation des cours d'écoles, des façades et toitures, treilles végétales dans les petites rues ...
- Nous lutterons contre les inondations et désimperméabiliserons les sols (structures alvéolaires, enrobés poreux et drainants, dalles enherbées).

Accompagner les acteurs économiques

- Nous réglementerons la protection des arbres tant sur le domaine public que privé.
- Nous développerons l'agriculture urbaine : espaces de jardinage collectif, plantation d'arbres fruitiers...
- Nous faciliterons l'accès aux locaux d'activités pour les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire et des artisans, notamment par le biais d'InCité et/ou d'une foncière commerciale locale solidaire.
- Nous faciliterons l'accès de la commande publique aux acteurs de l'ESS (associations, ESUS, coopératives...).
- Nous soutiendrons l'émergence de projets entrepreneuriaux et associatifs dédiés à la réparation et au réemploi.
- Nous accompagnerons financièrement les TPE et PME dans la réalisation de leur bilan carbone avec exonération temporaire de la Contribution Économique Territoriale (CET).

« Territoire Zéro Chômeur longue durée »

- Nous accompagnerons les acteurs du numérique en orientant les aides de la Ville et de la Métropole vers des activités utiles à l'éducation, la recherche, la formation, l'environnement et à la santé.
- Nous renforcerons l'accompagnement spécifique des jeunes les plus en difficulté en lien étroit avec le CCAS, la Mission Locale de Bordeaux, les associations et partenaires institutionnels.
- Nous mettrons en œuvre une nouvelle économie du fleuve, par le soutien à l'activité portuaire, la multiplication des navettes fluviales et le développement des transports des déchets et marchandises par voie fluviale.
- Nous soutiendrons et adhérerons à la monnaie locale (MIEL) pour renforcer les commerces de proximité et permettrons son utilisation pour payer les services publics municipaux.

Bordeaux, le plan Zéro Chômeur Longue Durée

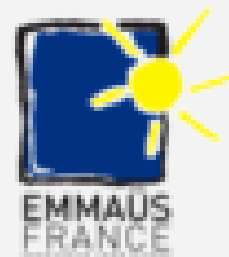
Hurmic met en œuvre une de ses promesses électorales



Le Conseil Municipal a voté à l'unanimité, moins les abstentions du groupe d'extrême gauche, l'adhésion de la ville à l'association : *Territoire Zéro Chômeur Longue Durée*. Le territoire choisi pour cette expérimentation n'est pas toute la ville, mais le Grand Parc et le quartier, Bordeaux maritime. Une zone où l'insécurité est maximale. **Il ne s'agit pas de mettre en œuvre une politique qui fasse disparaître le chômage longue durée, mais d'une expérimentation...** Les électeurs qui ont voté pour Pierre Hurmic et son équipe, n'avaient peut-être pas bien compris toutes ces limites. Pour que le chômage disparaisse, les Bordelais devront attendre.

Ils soutiennent le projet TZCLD

Les associations Fondatrices



Dans le sillage de François Mitterrand.

Les plus anciens se souviennent certainement de la promesse électorale de François Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1981, lui élu, la France ne dépasserait pas le deuxième million de chômeurs. Cinq mois après, le premier ministre, Pierre Mauroy, annonçait à la télé que la barre était franchie. Mais, trop tard, Mitterrand avait été élu. Le Monsieur le Maire, Pierre Hurmic, pourra toujours dire qu'il a été honnête et qu'il n'avait promis que : « **Nous expérimenterons le Territoire zéro chômeur longue durée** ». Nous y voilà, sa majorité va expérimenter, ce que l'ancienne majorité était d'ailleurs déjà en train de faire, comme l'a expliqué Alexandra Siarri (LR) dans son intervention au cours du débat... Tout les élus, quelles que soient leurs étiquettes ont voté pour, sauf l'équipe Poutou qui s'est abstenue.

Poutou est d'accord sur l'objectif.

Poutou a confirmé qu'il est contre le chômage longue durée,

sans étonner l'assistance. Mais il a, d'emblée, annoncé son point de vue : " *le dispositif proposé est globalement inefficace*". En gros, il ne sert à rien. C'est donc une action inutile. En bon communiste, il propose, lui, de créer directement des emplois publics pour résorber le chômage de longue durée. La mairie, selon lui, doit recruter, renforcer ses effectifs en créant des crèches, en créant une activité de maraîchage métropolitain, en recrutant des policiers parmi les chômeurs etc... Il déclare clairement : c'est un choix politique. Effectivement créer de l'emploi public, c'est un choix communiste. Il est bien dans son rôle d'élu extrémiste. Il a l'honnêteté de dire qu'il souhaite socialiser la société. Mais en ne votant pas contre le projet des écolo/socialistes, il admet que le plan "Territoire Zéro Chômeur Longue Durée" n'est pas éloigné de ses propres objectifs, socialiser l'emploi.

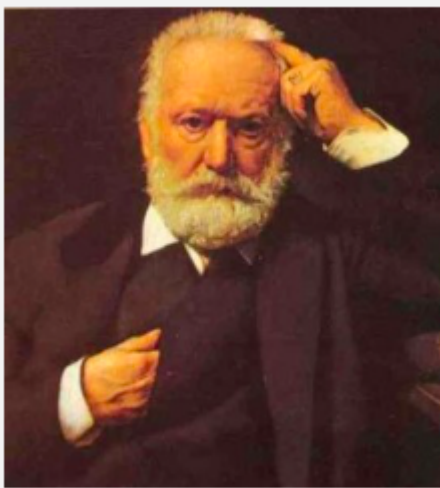
Zéro chômeur, mais une nouvelle usine à gaz

Le dispositif que s'apprête à mettre en œuvre la mairie a tout de l'usine à gaz. Il s'agit de créer des emplois de service à la population mais qui ne concurrenceraient pas l'activité des sociétés privées! Mais qui seraient, quand même, en partie marchands, puisqu'est espéré un chiffre d'affaires de cette activité. Nous sommes en pleine contradiction. On ne voit pas comment ces emplois ne viendront pas en concurrence avec des sociétés privées... surtout quand on sait que les sociétés qui embaucheront les chômeurs de longue durée toucheront une aide à l'emploi d'environ 17000€/an qui correspondent au coût social du chômeur longue durée (1416€/mois). Pour résumer le dispositif voté: la mairie va créer des EPE, des Entreprises Pour l'Emploi. Ces entreprises vendront des services marginaux (non couverts par des entreprises privées parce que pas rentables), et seront subventionnées pour le faire à hauteur de 1416€/mois par emploi. Et en même temps, les entreprises privées, continueront à être taxées à 60% du montant des salaires pour continuer d'alimenter le système social,

continueront à payer une TVA à 20%, et une taxe foncière des entreprises, et un impôt sur les bénéfices, si elles réussissent à en faire. **On taxe le travail, ce qui provoque le chômage de masse, et, en même temps, avec l'argent ainsi obtenu, on subventionne des entreprises « publiques » pour employer les chômeurs...** Cela revient à socialiser la société, c'est justement l'objectif de Monsieur Poutou.

Des EPE ou des ateliers municipaux?

On se souvient, au moins ceux qui ont bénéficié des cours d'histoire d'avant l'effondrement de l'Education Nationale, que la République avait créé, en 1948, des « Ateliers Nationaux » pour résorber le chômage de masse. **Victor Hugo, grand républicain, s'était opposé, fort justement à cette action : « une énorme force dépensée en pure perte ». Selon lui, « une atteinte à la dignité des travailleurs ».** Ces deux constats s'imposent encore aujourd'hui concernant ces **Entreprises Pour l'Emploi**. C'est vraiment mépriser le peuple que de proposer ce type de solution, ce type d'emploi. C'est honteux. C'est, de façon certaine, appauvrir le pays que de refuser de voir que c'est l'URSSAF qui tue l'emploi, et que de rajouter à l'usine à gaz sociale de nouveaux dispositifs, structures, associations, entreprises semi-publiques etc... C'est continuer à alourdir le fardeau que supportent les travailleurs du secteur privé. Combien l'encadrement de ces EPE va-t-il nous coûter ? On comprend bien que ces nouvelles structures vont permettre d'embaucher de « nouveaux acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire », l'ESS, qui seront autant d'électeurs socialistes, mais est-ce moralement acceptable ?



Victor Hugo

Ce langage rude et chagrin, je ne le tiens pas précisément, je ne vais pas jusque-là. Non, le glorieux peuple de Juillet et de Février ne s'abâtardira pas. **Cette fainéantise fatale à la civilisation est possible en Turquie, en Turquie et non pas en France. Paris ne copiera pas Naples ; mais, jamais Paris ne copiera Constantinople ; jamais, le voulût-on, jamais on ne parviendra à faire de nos dignes et intelligents ouvriers qui lisent et qui pensent, qui parlent et qui écoutent, des lazzaroni en temps de paix et des janissaires pour le combat. Jamais !** (Sensation)

Des perspectives nulles

Servaine Crucière, élue communiste de la majorité municipale, a eu le mot juste. « *Les perspectives pour ces emplois sont nulles* ». Elle a pourtant voté pour. En fait, elle vote pour sa gamelle. Oui, ce seront des emplois « *occupationnels* » comme elle l'a dit. Ce sera comme dans l'ancienne URSS, où les ouvriers expliquaient, en rigolant, qu'ils faisaient semblant de travailler et que l'Etat communiste faisait semblant de les payer... Ce dispositif qu'ont voté les communistes, avec l'ensemble du Conseil, est bien sans perspective. C'est une expérimentation anti-économique, qui organise la stagnation, qui suinte la résignation. C'est, de fait, l'acceptation de l'immobilisme, du « *partage du travail* », du partage des revenus, et donc de la baisse globale du niveau de vie. C'est une pierre posée dans la construction de la décroissance, chère aux écologistes. Cette expérimentation est cohérente avec le projet écologiste qui est celui du déclin.

Illustration des photos:

Les associations fondatrices: spécialistes de la charité.

La promesse d'Hurmic à ses électeurs: elle ne l'engageait, en fait, à rien!

Le candidat de l'écologie va asphyxier l'économie locale